

# Législatives. Quel modèle agricole dans dix ans ?

Nous poursuivons notre série de questions thématiques aux candidats avec une question sur l'agriculture. Nous leur avons demandé comment ils imaginent le modèle agricole dans dix ans.



**Dominique Cap (divers droite).** L'agriculture et l'industrie agroalimentaire sont et doivent rester la priorité de la sixième circonscription. Le modèle devant être retenu est celui d'une agriculture raisonnée. Ce concept, promu par le monde agricole lui-même, s'applique aux productions agricoles en prenant en compte la protection de l'environnement, la santé, la sécurité au travail... Ce modèle doit prendre en compte les exigences suivantes sur lesquelles je m'engage personnellement : soutenir et défendre l'agriculture sous toutes ses formes ; maintenir un tissu industriel alimentaire au plus près des productions (Doux, Socopa...); veiller au maintien de la Politique agricole commune ; faire payer les produits agri-

coles à leur juste prix ; garder les centres de décisions au niveau local ; soutenir l'information et la formation de l'exploitant et de ses salariés.

**Richard Ferrand (PS).** C'est un sujet vital pour les femmes et les hommes de notre circonscription. J'en ai d'ailleurs souvent discuté avec Stéphane Le Foll, notre ministre de l'Agriculture et de l'agroalimentaire. Comme lui, je crois à la diversité des agricultures. Nous devons arrêter d'opposer les modèles « bio », durables ou productivistes mais plutôt favoriser leur coexistence en tenant compte à chaque fois de la dimension économique, humaine et écologique. Ce sera le sens de mon action pour la PAC dont je veux que les aides soient gérées au niveau régio-

nal.

**Noëlle Péc'h (Front de gauche).** Dans dix ans, nous imaginons les campagnes de France travaillées par des agriculteurs plus jeunes et plus nombreux. Nous y parviendrons par : l'imposition pour les produits agricoles de prix planchers donnant aux paysans les moyens de vivre décemment de leur métier et d'évoluer vers la transition écologique de l'agriculture ; l'encadrement des marges de la grande distribution ; la révision du mandat des Safer, les pouvoirs publics y devenant majoritaires.

Une politique résolution antilibérale, privilégiant la souveraineté alimentaire des peuples, sera nécessaire.

**Christian Troadec (divers gauche).** Je pense qu'il s'orga-

niserait sous quatre axes complémentaires les uns des autres. Il y aura une agriculture exportatrice en lien avec l'agroalimentaire avec une recherche beaucoup plus importante de valeur ajoutée et cela dans le cadre du respect de l'environnement. Une agriculture à filière courte avec un développement de la vente directe qui devra aussi être encouragée. L'abattoir du Faou doit être modernisé avec l'aide conséquente de la Région et du département, ainsi que la participation des communautés de communes concernées. On verra également émerger une filière bio importante pour faire face à la demande des consommateurs. Enfin, une importante part du revenu des agriculteurs pourrait provenir de la production d'énergie.

## Les réponses des six autres candidats

**Marie-Anne Haas (FN).** Il est important que l'agriculture française bénéficie d'une loi « achats Français » qui obligera les administrations d'État et les administrations des collectivités territoriales ainsi que les cantines et restaurants d'entreprise à se fournir prioritairement en denrées alimentaires produites en France. Pour garantir la sécurité alimentaire, les importations vers l'Europe seront soumises aux mêmes contraintes phytosanitaires que celles imposées à nos paysans producteurs. Cette exigence sera imposée par des droits de douane.

**Marie Laurent (Démocratie chrétienne).** Réponse non parvenue.

**Jocelyne Leclerc (EELV).** Nous voulons aller vers une agriculture plus saine pour les pay-

sans et les consommateurs. Pour cela, il faut aider les exploitants agricoles aux changements nécessaires. Ceux-ci devraient vivre décemment de leurs terres. Nous ne sommes pas pour une agriculture de type industrielle, pas plus que pour les engrais chimiques, les pesticides et les OGM. Nous disons NON aux subventions de la PAC distribuées aux grosses entreprises. Nous voulons encourager l'installation de nouvelles fermes (disparition de trop d'exploitations depuis quelques années), éviter la souffrance au travail et la désertification de nos campagnes, encourager le bio et le marché de qualité et de proximité.

**Elisabeth Piro (LO).** Estime que quelle que soit la question, elle a déjà tout dit dans notre

édition de lundi.

**André Ménesguen (NPA).** Le modèle actuel, productiviste, polluant, lié aux trusts de l'agroalimentaire et aux banques, va inévitablement capoter avec le système et il faudra revenir à un autre type de production. Une agriculture à l'écoute du citoyen-consommateur qui privilégiera les circuits courts. Ce système permettra, par une meilleure gestion du foncier, de créer des milliers d'emplois. Réglementer l'utilisation des engrais, interdire les pesticides chimiques, aller vers une agriculture plus biologique. Interdire les OGM en plein champ, abrogation de la loi semences et garantir le droit d'accès à la terre pour les petits paysans.

**Sophie Rossignoux (Debout la République).**

L'agriculture est capitale pour la France et pour la Bretagne. Nous avons une tradition d'équilibre, fondamentale dans l'aménagement du territoire et dans la répartition au sein des secteurs d'activité économique. Une tradition de qualité de notre alimentation et gastronomie. Le combat est de poursuivre ces deux fondamentaux et de revenir à celui de la garantie des prix aux producteurs. Il faut y ajouter la réconciliation de l'agriculture avec l'écologie : nourrir des animaux, qualité des produits phytosanitaires, problème de l'importance quantitative des productions, tout cela dans le but, en s'attaquant à la source des problèmes, de préserver la qualité de l'eau et lutter efficacement contre le phénomène des algues vertes.